



### **Décision n° 2018-216**

autorisant une manifestation sportive  
sur voies ouvertes à la circulation du public  
dans le territoire du Parc national du Mercantour

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-66 et R.331-68 du code de l'environnement,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national et les modalités 32 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2015-01 réglementant les compétitions cyclistes dans le cœur du parc national, en particulier son article 2,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la demande présentée le 02 mai 2018 par Monsieur ALCAN Jean-François, directeur de course au sein de la société organisatrice Sportevents agissant pour le compte de Haute-Route SA,

Considérant que les itinéraires prévus au programme de la course empruntent exclusivement des voies ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres motorisés et que les modalités d'organisation apparaissent conformes à la modalité n°32 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant en outre que les modalités d'organisation apparaissent globalement conformes à l'arrêté de 2015 susvisé, notamment au niveau du point d'arrêt des chronomètres individuels des concurrents,

Considérant que l'organisateur ne prévoit pas de point de ravitaillement dans le cœur du parc national et qu'à ce titre, il est possible d'autoriser la course cycliste moyennant le rappel des prescriptions d'usage relatives au survol, aux déchets et à l'absence d'autres installations,

Décide :

#### **Article 1er :**

Les sociétés « HAUTE ROUTE S.A », représentée par Monsieur CHANDELIER Benjamin et « SPORTEVENTS » représentée par Monsieur ALCAN Jean-François, ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies ci-après à organiser une randonnée cycliste dénommée « Haute Route des Alpes 2018 » (8<sup>ème</sup> édition) dans le cœur du Parc national du Mercantour.

## Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la date du vendredi 31 août 2018, sur la partie située dans le cœur du Parc national de la route de la Bonette.

## Article 3 :

L'organisation de la manifestation, telle que décrite par le bénéficiaire dans sa demande, est prévue selon les modalités suivantes :

- nature de l'épreuve : cyclosportive par étapes, avec classement et chronométrage des participants – délivrance d'un titre international ;
- nombre de participants, y compris encadrants : de 450 à 500 participants ;
- nombre de spectateurs attendus : 50
- moyens de l'encadrement : 6 véhicules de course catégorie 1, 2 ambulances, 1 car-balai, 37 motos, 50 à 100 signaleurs en postes fixes par étape.
- circulation avec priorité de passage sur voies ouvertes à la circulation du public, pour partie en zone cœur de Parc (grand circuit) : *départ général Megève → (...) → départ d'étape et début des chronométrages : Risoul → col de Vars → Jausiers → arrêt des chronométrages : col de la Bonette → reprise des chronométrages : Saint-Etienne de Tinée → fin d'étape et arrêt des chronométrages : Auron → (...) → arrivée générale Nice.*

## Article 4 : prescriptions relatives aux conditions générales d'organisation de la course

Pour la partie située en cœur de Parc national, le bénéficiaire est autorisé à organiser l'épreuve aux conditions générales suivantes, :

- exclusivement de jour, entre les heures légales de lever et de coucher du soleil ;
- sans dispositif destiné à attirer du public spécifiquement sur la portion d'étape située dans le cœur du parc ;
- sans utilisation d'appareil d'amplification sonore ;
- sans affichage ni diffusion ni distribution d'objets publicitaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- sans survol à une altitude inférieure à 1000 mètres du sol quelque soit l'appareil y compris drone, hors intervention des hélicoptères de secours.

## Article 5 : prescriptions particulières liées aux installations du point d'arrêt des chronomètres et aux éventuels ravitaillements

5.1. Au col de la Bonette, les bénéficiaires sont autorisés à installer au maximum deux éléments de mobilier de part et d'autre de la chaussée, destinés à matérialiser l'arrêt des chronomètres. Ces éléments seront de dimensions réduites, limitées à 1,80 mètres de haut et de déplacement aisé, sans fixation au sol, dénués de toute publicité et de mention type « arrivée ».

5.2. Les bénéficiaires veilleront à ce que le dispositif technique et de signalisation d'arrêt des chronomètres n'occasionne aucune gêne pour la sécurité ni pour la circulation ou le stationnement des autres usagers de la voie publique, ni impact sur les milieux naturels environnants (piétinement...).

5.3. Les points de ravitaillement liés à la course seront situés en-dehors de la zone cœur de Parc.

5.4. Aucune autre structure mobile ou démontable n'est autorisée sur la portion d'étape située dans le cœur du parc national.

## Article 6 : prescriptions particulières liées au balisage

Les bénéficiaires sont tenus de limiter le balisage de la course aux impératifs de sécurité et le cas échéant, de matérialisation de zones spécifiques.

Dans le cœur du Parc national, ce balisage devra être dénué de toute publicité, de faibles dimensions, amovible, dénué de toute publicité, posé au plus tôt et déposé au plus tard dans un délai de 24 heures maximum avant et après le passage de la course.

En cas d'utilisation de « rubalise » (ruban de signalisation), celui-ci devra être biodégradable, posé et déposé selon les mêmes modalités.

#### Article 7 : conditions spécifiques liées à la gestion des déchets

En cœur de parc national, les bénéficiaires sont tenus d'effectuer à leurs frais une collecte et un nettoyage méticuleux des espaces occupés par les organisateurs et le cas échéant, par les participants.

*Ce nettoyage ainsi que l'enlèvement du balisage devra être effectué le jour même, avant l'heure légale de coucher du soleil.*

#### Article 8 : prescriptions particulières liées à la prise d'images et de sons

La présente décision vaut autorisation de prise d'images et de sons dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

8.1. Les bénéficiaires remettront aux professionnels chargés des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site.

8.2. L'autorisation de prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique de la compétition à l'exclusion de tout autre sujet.

8.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé en cœur de parc national.

#### Article 9 : conditions spécifiques à l'information des participants

Au départ de la course et à sa charge, les bénéficiaires inséreront une information spécifique pour l'étape se déroulant dans le cœur du Parc national : l'attention des participants sera attirée sur le fait qu'ils traversent un espace protégé, d'une valeur patrimoniale et paysagère exceptionnelle.

Les bénéficiaires et les participants devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant à la réglementation générale du cœur du Parc national.

Il est rappelé les interdictions suivantes :

- pas d'introduction de chien ;
- pas de prélèvement (minéraux, végétaux...) ;
- pas d'appareil d'amplification sonore ;
- pas de marque ni graffiti sur le sol, les arbres, les rochers ;
- pas de feu ;
- pas d'abandon de détritus.

#### Article 10 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations ou déclarations qui peuvent être requises par la réglementation en vigueur.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de la manifestation sur le milieu naturel, la flore, la faune et le caractère du cœur de parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires, seuls organisateurs de cette manifestation, en assument la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 11 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 12 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 13 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

La décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 18 juin 2018

 Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour  
Laurent SCHEYER